

**Convention Nationale du Parti Socialiste sur « Un nouveau modèle de développement économique, social et écologique ».
(29 mai 2010)**

Intervention d'Alain BERGOUNIOUX

Cher(e)s camarades,

L'intérêt de ce débat est de nous permettre d'approfondir les perspectives que trace le texte qui doit servir de base à notre action dans les années à venir.

Nous vivons un enchevêtrement de crises, la crise financière et économique d'une part, la crise écologique d'autre part, qui n'obéissent pas à la même temporalité et ne relèvent plus des mêmes logiques. Mais, les socialistes ont la conviction cependant que les réponses à y apporter doivent être liées. C'est la force du texte de jeter les bases d'une vision alternative – ce que nous appelons la « sociale-écologie ».

Mais, il ne faut pas nous contenter de formules et, encore moins, de slogans. Car, les évolutions à conduire et la mutation à mettre en œuvre ne sont pas aisées puisqu'il s'agit rien moins que d'une nouvelle organisation de la production et de nouveaux modes de consommation, alors que la crise économique pèse de tout son poids faisant ainsi fléchir les volontés politiques d'unir l'économie et l'écologie.

Pourtant, les socialistes peuvent être des acteurs majeurs dans la mutation nécessaire. Car, la crise économique et l'enjeu écologique réhabilitent les instruments de l'intervention publique. À toutes les échelles, nationale, européenne, mondiale, nous avons besoin de véritables outils de planification – ne serait-ce que pour l'approvisionnement de la consommation énergétique. La protection de « biens publics » mondiaux suppose également des formes de gouvernances qui «encouragent la coopération entre tous les acteurs.

Mais, il y a, pour cela, une condition. Cette mutation ne peut pas être conçue comme un enjeu quelconque qui se prêterait à toutes les tactiques, comme nous l'avons vu lors du débat sur la dite « taxe carbone », quitte à susciter un climat d'hostilité générale à l'idée même d'une fiscalité écologique, pourtant nécessaire dans l'avenir comme outil d'orientation de notre « modèle de développement ».

Sur le fond, prendre au sérieux les enjeux du développement durable, c'est vouloir, au delà des conflits multiples qui existent dans notre société, une action commune pour l'humanité elle-même. « Faire humanité » devient aussi important que « faire société ». Cela ne devrait pas nous gêner, tant la vocation universaliste que l'attachement à la solidarité font partie de notre identité.

Mais cela implique un effort considérable d'investissement, à la fois, au niveau de l'offre (par exemple pour les

infrastructures des transports collectifs, pour les nouveaux secteurs de production, etc.) mais aussi au niveau de la demande (par exemple pour l'efficacité énergétique dans l'habitat, pour le renouvellement d'un parc automobile vers les véhicules de basse consommation, etc.). C'est une voie pour obtenir plus de croissance, donc plus d'emplois, par les investissements consentis, mais c'est aussi une exigence pour orienter différemment la consommation. Cela veut dire que les gains de productivité, et l'épargne, devront être affectés en forte part à ces investissements et que des arbitrages doivent être rendus entre l'investissement et la consommation.

C'est un sujet sur lequel nous n'avons plus guère réfléchi ensemble depuis longtemps ! Notre Convention finale sur l'« égalité réelle », devra prendre à bras le corps une réflexion sérieuse sur ce que doit être une redistribution dans notre société qui ne porte pas atteinte à l'effort d'investissement majeur que demande la mutation vers un modèle de développement social et écologique.

À terme, l'enjeu est d'alléger la part de financement de la Sécurité Sociale et des régimes de retraite qui repose directement sur l'appareil de production et de la compenser par d'autres sources de financement public. Taxer moins le travail, taxer plus les pollutions ! Taxer moins le capital productif, taxer plus le capital financier ! Tels doivent être nos principes.

C'est dire que le développement durable ne peut pas se faire sans le renforcement d'un esprit citoyen. Le Parti socialiste ne sera cru que ce point que s'il porte cet intérêt général avec conviction. L'évolution vers de nouvelles formes de production et de consommation ne peut pas se concevoir sans une approche plus exigeante de la démocratie, fondée sur plus de transparence dans les évaluations des politiques publiques et plus de délibération dans les prises de décisions. Cela suppose – et nous l'écrivons dès l'introduction du texte – de ne pas s'enfermer dans le court terme, mais de dessiner un avenir. Seul un véritable parti démocratique peut être à même d'indiquer le chemin nécessaire, à condition de donner droit de cité dans notre action à des considérations plus lointaines que l'intérêt immédiat.